

## Le climat devient-il fou ?

La question fait de plus en plus la Une. Dans de nombreux pays du Sud, en tout cas, les rudesses du climat font des victimes. Pour certains, comme à Guelakh au Sénégal, ces épisodes ont été l'occasion de repenser le mode de vie. D'autres, comme au Brésil et au Guatemala, pansent encore leurs plaies après les terribles tempêtes de ces derniers mois.

### **Sommaire :**

Les changements climatiques au Nord et au Sud .....	2
Les plus pauvres, les plus affectés .....	2
Unir les efforts... malgré tout ! .....	3
Réflexions autour des solutions.....	4
Ne pas négliger l'impact des actions individuelles .....	6
Quand le changement climatique conditionne la vie de toute une communauté... 7	
Avant tout, préserver la nature ! .....	8
Souveraineté alimentaire et lutte contre la pauvreté .....	9
Les ingrédients de la recette Guelakh .....	9
Guelakh et l'Afrique à leur rythme .....	12
Brésil : des inondations meurtrières dans le Nord-Est.....	14
Notre partenaire, le Mouvement des Sans Terre, se mobilise.....	14
Guatemala, pays maudit par les dieux du climat ?.....	15

## Les changements climatiques au Nord et au Sud

*par Catherine Bruyère*

L'été 2010 a été particulièrement violent au niveau climatique dans de nombreuses régions du monde. En effet, la Russie a été victime d'incendies gigantesques amplifiés par une vague de chaleur sans précédent; le Pakistan vient de subir la pire catastrophe naturelle de l'histoire du pays à cause de fortes pluies; des inondations mortelles ont touché l'Europe centrale et surtout la Chine et l'Inde. Parmi les articles parus dans les journaux, on apprend que la température de l'air dans l'Antarctique a augmenté deux fois plus vite que la moyenne mondiale, que les îles du Pacifique sont en péril face à la montée des océans et que la biodiversité de la mer Méditerranée est très menacée.

Ces constats ainsi que la fréquence de ces catastrophes naturelles nous amènent à nous interroger sur le dérèglement climatique annoncé par les scientifiques. En 2007, le rapport des experts du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) révélait que la température mondiale s'élevait, que les précipitations violentes augmentaient par endroits et diminuaient dans les régions sèches, et que les cyclones et les tempêtes s'intensifiaient.<sup>1</sup>

Le GIEC attribue aux activités humaines une influence prépondérante sur les changements climatiques observés, influence directe (émissions de gaz à effet de serre) et indirecte (urbanisation, déforestation, agriculture intensive).

### **Les plus pauvres, les plus affectés**

La planète entière est touchée par ce changement climatique, mais il ne serait pas vécu de la même façon sur les différents continents. En Afrique, d'ici 2020, 75 à 250 millions de personnes auraient des difficultés à s'approvisionner en eau et en nourriture.<sup>2</sup> L'Afrique est en effet très vulnérable en raison de sa faible capacité d'adaptation.

En Asie, de fortes inondations altèreraient les ressources d'eau (près de 750 millions de personnes affectées)<sup>3</sup>, les rendements décroissants de l'agriculture pourraient

---

1 Quatrième rapport du GIEC, « Bilan 2007 des changements climatiques », Genève, 2007  
[http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4\\_syr\\_fr.pdf](http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf)

2 Idem

3 G. DIXON et C. BRANDMEIR, « Changement climatique et souveraineté alimentaire », revue MIJARC janvier 2008, Bruxelles.

provoquer des famines et la température en hausse des eaux risquerait de favoriser la prolifération des maladies.

Les Australiens rencontreraient les mêmes problèmes de ressources d'eau potable et d'inondations, ainsi que davantage de sécheresse et incendies. Cependant, le développement économique et les capacités techniques et scientifiques permettraient au pays de ne pas trop souffrir des changements.

Les inondations, la fonte des neiges, la sécheresse, les vagues de chaleur perturberaient également l'Europe mais celle-ci a, dans une certaine mesure, les moyens de lutter contre les catastrophe naturelles.

Les forêts tropicales d'Amérique latine seraient remplacées par la savane, provoquant une grande perte de la biodiversité. La désertification et salinisation des sols anéantiraient une grande partie des terres agricoles entraînant une insécurité alimentaire. La déforestation massive empirerait la situation. Certains pays font des efforts pour s'adapter mais il y a beaucoup de lacunes.

Enfin l'Amérique du Nord serait frappée par les mêmes problèmes d'inondations, vagues de chaleurs, feux, entraves à la productivité. Elle s'y prépare, mais pas suffisamment ni régulièrement.<sup>4</sup>

Le chef de la convention de l'ONU contre la désertification, Luc Gnacadja, a déclaré mercredi 18 août 2010 : « Ceux qui sont le plus vulnérables aux changements climatiques sont ceux qui vivent dans les zones sèches du globe ». Les terres sèches et les déserts hébergent un habitant sur trois dans le monde, soit 2,1 milliards de personnes, dont 90% vivent dans des pays en voie de développement.<sup>5</sup> On estime à plus de 800 millions le nombre de personnes en danger imminent à cause de la désertification (au Sahel et en Asie du Sud), à 200 millions celles menacées par la surexploitation des forêts tropicales (en Amazonie et en Afrique tropicale).<sup>6</sup>

### **Unir les efforts...malgré tout !**

La communauté internationale s'est déjà plusieurs fois réunie pour tenter de trouver des solutions pratiques afin de réduire un maximum le réchauffement. Il y a un consensus autour de la nécessité impérieuse de diminuer la pollution. Cependant, au niveau de l'action à moyen terme, les conflits d'intérêts entre pays bloquent quasiment toute action. La question de la répartition d'un tel effort est une question politique et non scientifique. Souvent, à ce propos, Nord contre Sud, et notamment pays industrialisés et pays émergents se font face.<sup>7</sup>

Les pays en développement sont ceux qui souffriront le plus du changement climatique en raison de leur situation géographique (souvent dans les régions sèches

---

4 Quatrième rapport du GIEC, « Bilan 2007 des changements climatiques – Impact, adaptation et vulnérabilité », Genève, 2007 [http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4\\_syr\\_fr.pdf](http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf)

5 La Libre Belgique 20/08/2010 « Les plus vulnérables vivent en zone sèche » <http://www.lalibre.be/archives/divers/article/603727/breves.html>

6 ALLEMAND, Sylvain, *Les paradoxes du développement durable*, Paris, Le Cavalier Bleu Editions, 2007, pp.16-17

7 M. SENOUCI, « Le changement climatique entre sciences et politique », 7 janvier 2010 <http://blog.mondediplo.net/2010-01-07-Le-changement-climatique-entre-science-et>

ou menacées par les inondations) et de leurs faibles moyens, alors que la plus grande responsabilité historique revient aux pays industrialisés : on estime en effet que ces derniers ont produit 80% des émissions passées de gaz à effet de serre. C'est pourquoi, les principales victimes rechignent à s'engager dans la voie de la diminution des émissions polluantes.<sup>8</sup>

Même si l'Inde et la Chine font partie des cinq plus gros pollueurs mondiaux, elles restent loin derrière les pays développés au niveau des émissions par habitant. Quant à l'Afrique, qui serait très touchée par le changement climatique, elle n'est responsable que de 4% des émissions mondiales.<sup>9</sup>

Les pays en développement, particulièrement les émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine) refusent de voir contrarié leur essor et veulent que les responsables paient pour les dégâts causés en les aidant à s'adapter aux changements.<sup>10</sup> Lors de la conférence de Copenhague sur le climat en 2009, le Japon, l'Union Européenne et les Etats-Unis promirent 30 milliards de dollars sur trois ans pour aider les plus faibles à résister aux changements climatiques, alors que les besoins sont estimés à 100 milliards par an.<sup>11</sup> Tant qu'un engagement de la part des pays industrialisés dans la lutte contre le réchauffement climatique ne sera pas effectif, les pays en développement refuseront de participer aux efforts.<sup>12</sup>

Pourtant, la participation de ces derniers est cruciale. La demande d'énergie y est croissante : 30% de la consommation mondiale en 2000, à 43% en 2030 soit un taux de croissance annuelle de 3%. Leur consommation énergétique augmente trois fois plus vite qu'ailleurs. En conséquence, s'il n'y a pas de changement de politique, l'Agence Internationale de l'Énergie prévoit que la part des pays en développement en émission de CO<sup>2</sup> pourrait atteindre jusqu'à environ 50% en 2030. Les deux tiers de la croissance des émissions mondiales proviendront de ces pays.<sup>13</sup>

## Réflexions autour des solutions

Une des solutions permettant de lutter contre le changement climatique est le recours aux énergies renouvelables.

Les pays de l'OCDE<sup>14</sup> sont les principaux contributeurs aux investissements dans les énergies durables : les Etats-Unis et l'Union Européenne ont représenté à eux deux plus de 70% de cette activité en 2006.<sup>15</sup>

---

8 D. MILLET, O. RAGUENEAU, « Changement climatique et dette du Sud : un peu d'artim'éthique », 18 janvier 2008, sur le site du CADTM, <http://www.cadtm.org/Changement-climatique-et-dette-du>

9 M. SENOUCI, « Le changement climatique entre sciences et politique », 7 janvier 2010 <http://blog.mondediplo.net/2010-01-07-Le-changement-climatique-entre-science-et>

10 CETRI, « Changements climatiques. Impasses et perspectives », juin 2006, <http://www.cetri.be/spip.php?rubrique30>

11 M. SENOUCI, « Le changement climatique entre sciences et politique », 7 janvier 2010 <http://blog.mondediplo.net/2010-01-07-Le-changement-climatique-entre-science-et>

12 J-P. VAN YPERSELE, « L'injustice fondamentale des changements climatiques », pour le CETRI, juin 2006 <http://www.cetri.be/spip.php?article125&lang=fr>

13 C. PHILIBERT et F. CATTIER, « L'énergie dans les pays en développement : le scénario de l'AIE », septembre 2004 [http://www.x-environnement.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=54%3Aenergieenvironnement&catid=36%3Ajaune-rouge&Itemid=41&limitstart=8](http://www.x-environnement.org/index.php?option=com_content&view=article&id=54%3Aenergieenvironnement&catid=36%3Ajaune-rouge&Itemid=41&limitstart=8)

14 Organisation de Coopération et de Développement Economiques [www.ocde.org](http://www.ocde.org)

Mais cette option est aussi très valorisée et encouragée dans les pays en développement parce qu'elle leur permettrait de progresser de façon autonome et en polluant moins que ne l'ont fait les autres Etats lors de leur processus d'industrialisation. En effet, le secteur de l'énergie revêt une importance primordiale car les problèmes tels que l'accès limité aux sources énergétiques et la dépendance par rapport aux sources d'énergie importées constituent un frein considérable au développement social et économique.

Les énergies renouvelables apparaissent aujourd'hui comme un moyen d'évoluer économiquement, dans un esprit durable, en améliorant le niveau de vie des personnes actuellement privées d'électricité, de gaz ou d'eau chaude. Les pays en développement pourraient, de plus, exploiter leurs propres ressources, sans les épuiser. En effet, la plupart possèdent soit de grandes étendues aptes à accueillir des éoliennes, soit un ensoleillement important, soit des ressources en biomasse.

Certains gouvernements ont déjà compris les avantages d'investir dans les énergies renouvelables. D'après Seghier, « La part des pays en développement dans les investissements pour les énergies renouvelables est en hausse : 21% du total mondial en 2006, contre 15% en 2004. La Chine a investi à hauteur de 9 % du total, surtout dans le secteur de l'éolien et de la biomasse, suivie par l'Inde, l'Amérique latine, tandis que l'Afrique sub-saharienne est restée en retrait des autres régions. »<sup>16</sup>

Toutefois, une clarification essentielle s'impose sur ce point. En effet, le pays en développement considéré actuellement comme le plus fourni en énergies renouvelables est le Brésil. Mais s'il figure en haut du classement, c'est parce qu'il utilise beaucoup de bois de chauffe et des agrocarburants. Ensuite viennent la Chine puis l'Indonésie<sup>17</sup>. Or, on aurait tort de considérer ces scores comme synonymes de progrès social et écologique. La production de bois de chauffe et des agrocarburants est fortement critiquée et dénoncée en tant qu'activité destructrice menant à la déforestation et à l'insécurité alimentaire.

Néanmoins, les dirigeants de ces nations trouvent leur avantage dans ce nouveau marché. On estime que ceux-ci pourraient tripler leur volume d'énergies renouvelables en 2020. Le Brésil et la Chine seraient toujours aux premières places au sein des pays en développement, mais des pays comme l'Argentine, le Mexique, l'Inde, l'Indonésie, augmenteraient considérablement leur production en la matière. En Afrique, ce volume croîtrait, même si l'Afrique sub-saharienne resterait à la traîne.

Les Etats industrialisés, s'ils choisissent de financer des installations d'énergie propre dans les pays en développement, ont « droit à polluer davantage » : contre ces investissements, ils gagnent des crédits d'émission de gaz à effet de serre. Le protocole de Kyoto a autorisé cet arrangement appelé mécanisme de développement

---

15 PNUE « Les investisseurs se ruent sur les énergies renouvelables et les technologies d'efficacité énergétique » <http://www.unep.org/Documents.Multilingual/Default.asp?DocumentID=512&ArticleID=5616&l=fr>

<sup>16</sup> SEGHIER, C., « Les investissements dans les ENR atteignent le chiffre-record de 100 milliards de dollars en 2006 », 2007, [http://www.actu-environnement.com/ae/news/print\\_news.php4?id=2931](http://www.actu-environnement.com/ae/news/print_news.php4?id=2931)

<sup>17</sup> UNEP « Global Trends in Sustainable Energy Investment 2007 », [http://www.unep.fr/shared/docs/publications/SEFI\\_report.pdf](http://www.unep.fr/shared/docs/publications/SEFI_report.pdf)

propre (MDP). Notons que ce nouveau marché environnemental est très critiquable, ne fût-ce que parce qu'il pourrait facilement entraîner des dérives. Certaines réductions seraient fictives : un pays pourrait payer plus que nécessaire pour des projets qui, financés par des agences de développement, auraient coûté beaucoup moins.

De plus, le recours aux énergies renouvelables doit être réfléchi. Il n'est pas forcément la solution miracle éradiquant tous les problèmes. En effet, comme précédemment mentionné, la production d'agrocarburants entraîne de sévères dangers pour la sécurité alimentaire et l'environnement, raison pour laquelle beaucoup d'ONG et de mouvements au Nord comme au Sud s'opposent à cette option.

### **Ne pas négliger l'impact des actions individuelles**

Ce manque de réponse adéquate aux problèmes environnementaux ne doit pas nous décourager. Comprendre les conflits d'intérêts, remettre en question les solutions généralement acceptées, se rendre compte des injustices creusées par le changement climatique, cela nous pousse à une vue plus critique et globale sur les différents enjeux liés à l'environnement. La définition de politiques globales sur la question est urgente. Mais loin de ne concerner que les gouvernements, nous sommes aussi tous impliqués, nous avons un impact sur la nature. Nous consommons trop de ressources naturelles et d'énergie. En effet, un habitant des pays développés a en moyenne une empreinte écologique telle que si tout le monde consommait de la même façon, il faudrait entre 3 et 5 planètes pour subvenir à nos besoins. Au lieu de chercher à tout prix à maintenir notre mode de vie, en dépit du reste du monde, nous devrions envisager de réduire notre consommation.<sup>18</sup> Acheter des produits locaux et de saison, baisser la température et mettre un pull, tenter le co-voiturage ou utiliser du papier recyclé sont autant de petits gestes qui soulagent notre belle Terre.<sup>19</sup>

---

<sup>18</sup> L'empreinte écologique estime la surface de terre productive nécessaire pour produire les matières premières et l'énergie que l'on consomme. Elle révèle l'influence d'un certain mode de vie sur la planète

<sup>19</sup> Vous pourrez calculer votre empreinte écologique et trouver des pistes d'action pour la réduire sur le site du WWF : <http://wwf-footprint.be/fr/>

## **Quand le changement climatique conditionne la vie de toute une communauté**

*Par Milena Merlino, Frères des Hommes*

Guelakh fait partie de l'arrondissement de Rao, dans la région de St Louis au Nord du Sénégal. Situé dans une zone désertique et frappé par le climat sahélien, ce projet soutenu par Frères des Hommes depuis plusieurs années a progressivement changé de visage. Initié par le « Groupement des Jeunes Eleveurs de Guelakh » fondé par Doudou Sow et son cousin Ousmane, il a vu le jour, comme bien souvent, par nécessité. En effet, la sécheresse qui a sévi durant les années '70 dans la région a eu raison de l'organisation de toute une communauté. Lors de leur passage à Bruxelles, Frères des Hommes a accueilli Doudou Sow et Yero Sognane, membre de l'Interprofession des Agro-Pasteurs de Rao. L'occasion de retracer l'histoire de ce projet.

« Avant les années '70, c'était vraiment vert à Guelakh. D'après les anciens, les pluies apportaient autour de 600 mm d'eau, le double de ce dont bénéficie la région actuellement » raconte Doudou Sow. Et Yero Sognane d'ajouter : « Le climat permettait alors la formation d'un tapis herbacé, l'environnement était assez clément, favorisant l'élevage extensif. Mais en raison de la sécheresse des années '70 (en particulier vers '73-74), le peuple peuhl auquel nous appartenons a perdu pratiquement son cheptel, l'élevage extensif a été interrompu et 80% des plantes ont disparu. Le climat et la nature ont changé, il n'y avait pratiquement plus d'arbres ». Une situation qui a poussé ce peuple, traditionnellement nomade, à se sédentariser. Ce bouleversement climatique a même affecté certaines pratiques culturelles : « Avant, on servait du lait frais ou caillé à ceux qui arrivaient au village. Depuis, ce n'est plus possible et on offre de l'eau car pendant la saison sèche, il n'y a plus beaucoup à manger pour les animaux et la production de lait a fortement diminué. Ce sont des périodes de soudure à traverser qui sont très longues » explique Doudou.

Pendant ces dures années, une partie de la population a quitté le village, espérant gagner des horizons meilleurs. Certains éleveurs sont néanmoins restés, décidés à vaincre l'adversité. Ceux-là même qui ont fait émerger le projet actuel de cette terre aride. Et ils ont eu raison d'y croire car au fil du temps, leur patience est venue à bout des difficultés et leur persévérance a porté ses fruits : les résultats sont apparus petit à petit.

Aujourd'hui, Guelakh a bien changé puisque 17 fermes se sont développées dans la région s'inspirant du modèle du centre initialement développé à Salamata par Doudou et Ousmane. Sédentarisée, la population a allié l'agriculture à l'élevage et chaque habitant dispose à présent d'un hectare pour la stabulation des animaux et la production de fumier utilisé pour le compostage. « L'élevage, c'est l'or de l'agriculture car on peut obtenir le compost nécessaire pour pratiquer l'agriculture biologique ! Nous essayons aussi de lutter contre les engrais chimiques et les pesticides qui nous sont imposés par les multinationales » dit Doudou.

En outre, une partie des agriculteurs produisent du riz, aliment de base de la majorité de la population sénégalaise, une activité qui fait écho à la recherche constante

d'autosuffisance alimentaire. Du riz, oui ! Qui l'aurait cru au vu des paysages arides de la région ! « Certains pensent que le riz est une plante aquatique qui ne peut pas vivre sans beaucoup d'eau. Ce n'est pas vrai : l'expérience a montré à Guelakh que des champs qui souffrent très souvent de manque d'eau peuvent avoir des rendements acceptables. Nous produisons annuellement 4 tonnes de riz en moyenne à l'hectare à partir de 2 récoltes. Ce n'est pas négligeable, même s'il existe des rendements supérieurs ailleurs », explique Doudou. Mais néanmoins, pas de miracle ! Précisons que la riziculture est pratiquée grâce à l'irrigation à partir d'un bras du fleuve Sénégal, le Ndiassew, situé à 2 km. Et une fois les récoltes terminées, les déchets (les tiges, etc), paille de riz, constituent la nourriture des animaux. Ici, rien ne se perd !

### **Avant tout, préserver la nature !**

Dès le début et pour lutter contre l'avancée du désert, la population a été contrainte à s'organiser. Un comité de vigilance composé de représentants d'organisations paysannes et des chefs de villages a été mis sur pied, notamment pour travailler à la préservation de la nature et lutter contre les coupes sauvages de bois de chauffe. Cette pratique est maintenant interdite. Ces comités font également de la sensibilisation auprès des habitants, surtout à la fin de l'hivernage. En effet, à cette période, grâce aux pluies, le paysage reverdit et les feux de brousse risquent de devenir plus fréquents pendant la saison sèche : ils peuvent alors ravager le précieux tapis herbacé qui s'est formé pendant la période des pluies.

En outre, hommes et femmes travaillent conjointement au reboisement. Des pépinières ont été développées à raison d'un hectare par famille. La région souffrant de l'érosion éolienne et hydrique, de telles mesures se sont révélées essentielles. Pendant la saison des pluies, les champs sont lessivés et la terre est emportée par les eaux vers les marigots. « La seule manière de lutter contre l'érosion, c'est de fixer la terre au moyen des arbres que nous produisons et replantons », dit Doudou. Mais ce n'est pas tout ! A Guelakh, on a également recours à la régénération naturelle assistée (RNA) qui consiste à protéger l'environnement, élaguer, etc. Le résultat est là : aujourd'hui, la région est pourvue de 40 à 50 ha de forêts.

L'eau, elle aussi, est gérée avec la plus grande attention. Après tout, les plus anciens habitants de Guelakh en connaissent la valeur pour avoir manqué de cette précieuse ressource durant la période de sécheresse. L'eau utilisée pour l'alimentation est tirée de forages. A certains endroits, les puits font l'objet d'une gestion familiale ; alors qu'à d'autres, c'est la communauté qui s'en charge au travers d'un comité de gestion. Et, on l'aura compris, le fleuve Ndiassew joue bien entendu un rôle essentiel pour les cultures. « Le niveau d'eau se maintient depuis la construction d'un barrage à Diama, à 17 km de St Louis. Chaque fois que les gens en éprouvent le besoin pour l'agriculture, les vannes sont ouvertes par le service régional de l'hydraulique ; elles sont refermées une fois que les populations disposent des quantités nécessaires » dit Doudou.

Certes, transformer de la sorte une région et apprendre à la préserver requiert un savoir-faire ainsi que des compétences spécifiques. La formation a donc été un élément essentiel à la renaissance de Guelakh. « Au Sénégal, depuis les années '60, il y a toujours eu des services de vulgarisation agricole, telles que la

SODEVA<sup>20</sup> » commente Doudou. Et Yero Sognane d'ajouter : « Au niveau des collectivités locales comme à Rao, il existe un centre d'expansion rurale où travaille un agent de développement. Parfois, il s'agit d'un vétérinaire ou d'un agent agricole qui soutient le monde paysan et lui prodigue des conseils ». Les voyages et échanges en Europe et en Afrique ont fait le reste pour acquérir de nouvelles connaissances et gagner en efficacité.

## **Souveraineté alimentaire et lutte contre la pauvreté**

Lutter contre la destruction de l'environnement, c'est aussi lutter contre la pauvreté. « La pauvreté accentue la destruction de l'environnement parce que quand on est pauvre, on ne peut pas se payer le luxe d'avoir des fours électriques ou des bonbonnes de gaz pour préparer les repas. Par conséquent, on est obligé d'aller couper du bois, explique Doudou. En plus, quand on est pauvre, on s'approvisionne au jour le jour, raison pour laquelle on voit moins de poubelles et de déchets dans les quartiers des riches en Afrique. Le riche, par exemple, peut s'acheter à la fin du mois une grande quantité de riz dans un sac, un paquet de sucre, et ainsi de suite. Alors que le pauvre, lui, doit chaque jour acheter à la boutique 25 francs de café emballé dans un sachet, 10 francs de sucre dans un autre sachet, etc. Tous ces emballages qui ne se dégradent pas, se transforment en déchets et peu à peu, les poubelles s'accumulent. Dans les villes, les banlieues et les villages, la pollution est donc visible. Et les seules à bénéficier de cette situation, ce sont les usines produisant ces emballages ! ».

A Guelakh, la lutte contre la pauvreté sous-tend toutes les initiatives. C'est pour cette raison que la sécurité alimentaire est en permanence au cœur des préoccupations et que l'on veille à ce que l'autosuffisance s'inscrive durablement dans la mentalité des populations. Et pour y parvenir, il faut produire ce que l'on mange ! Yero explique : « Nous pensons que si l'homme parvient à produire ce qu'il mange, c'est déjà un grand pas dans la lutte contre la pauvreté. D'où la nécessité de nous orienter non seulement vers l'élevage, mais aussi vers l'agriculture, pour pallier un peu à ce manque. Pour nous, c'est une façon efficace d'agir ! »

## **Les ingrédients de la recette Guelakh**

Derrière les actions et les démarches qui ont fait la réussite de Guelakh, il y a un esprit et une philosophie bien spécifiques qui se sont révélés tout aussi indispensables à ce cheminement. Mais quels ont été les ingrédients de cette recette ?

*D'abord, ne pas brûler les étapes*

Depuis les origines du projet, Doudou a toujours insisté sur la nécessité de faire les choses lentement de manière à avoir le temps de les assimiler. Il était essentiel à ses yeux d'aller pas à pas, de maîtriser une étape avant de passer à la suivante. Cette patience a été importante pour engranger progressivement les résultats. « On n'est pas pressés, explique-t-il. Si on n'y arrive pas aujourd'hui, on y arrivera demain. Petit à petit, l'oiseau fait son nid ! ».

---

<sup>20</sup> Société de Développement et de vulgarisation agricole

La priorité a été de veiller à ce que la population puisse manger à sa faim, raison pour laquelle l'activité agricole a été développée. Dans la foulée, le maraîchage a débuté, de même que des efforts ont été entrepris pour diversifier quelque peu les récoltes. Ensuite, on a promu la stabulation, de même que la transformation de produits, comme le fromage de chèvres. « Mais il était ensuite temps de s'attaquer à la racine de certains problèmes, ajoute Doudou. L'éducation est ainsi apparue comme une étape incontournable. Une école communautaire de base a été mise sur pied et est devenue ensuite une véritable école publique. Il fallait à la fois développer des activités sociales et économiques. En matière d'activités sociales, nous avons lancé des formations techniques ; des cases de santé ont vu le jour... Ces projets étaient essentiels pour fixer la population. Mais nous ne pouvions négliger le volet économique, bien entendu, au risque d'affaiblir le pouvoir d'achat de la population qui aurait alors cherché à gagner la ville pour échapper à la pauvreté ». En d'autres mots, la volonté était de se lancer dans un véritable projet de société et non pas de se focaliser sur un secteur spécifique, agricole ou autre.

Mais, ne pas brûler les étapes ne signifie pas qu'il faut attendre la dernière minute pour réagir face aux problèmes. Doudou ajoute : « A Guelakh, nos parents ont vraiment attendu et nous sommes intervenus dans une situation d'urgence. C'est la sécheresse qui nous a contraints à trouver des solutions. Mais faut-il toujours attendre les problèmes ? Ainsi, le Sud du Sénégal bénéficie pour le moment d'une pluviométrie favorable et ils n'ont pas encore buté sur la question de la désertification. Ils attendent aussi la dernière minute pour réagir. Or, il faut être vigilant ».

#### *Veiller à ce que la population soit partie prenante du projet*

D'emblée, les habitants de Guelakh ont été invités à s'appropriier le projet. Formation, sensibilisation ont constitué des éléments clés pour garantir cette participation. La solidarité face à l'adversité des débuts a certainement agi comme un ciment utile à l'édification ultérieure des actions. « Si la population n'est pas impliquée, en général le projet ne marche pas. Parce que ce n'est ni l'argent ni le pouvoir qui font marcher le projet. Il faut autre chose : l'engagement. S'il n'y a pas d'engagement, pas d'acteurs, je n'y crois pas », confie Doudou.

#### *Ne pas copier, mais s'inspirer et adapter*

Aujourd'hui, l'expérience Guelakh est appelée à se répéter ailleurs, mais pas en reproduisant tous ces volets et les activités de façon identique. Pour ce faire, un internat a été ouvert sur le site et accueille des jeunes qui reçoivent une formation 4 ans durant afin de devenir des moteurs pour leur propre communauté. « Nous n'attendons pas de ces jeunes qu'ils répètent et reproduisent ce que nous avons fait à Guelakh, précise Doudou. Face à son environnement, le jeune doit réagir conformément aux 'armes' locales. Par la formation, nous veillons à ce que la personne soit à même de gérer sa situation en fonction de sa créativité propre ». Et se référant aux raisons qui l'ont amené à se déplacer lui-même en Europe, il ajoute : « C'est comme pour nous qui sommes aujourd'hui en visite en Belgique. Nous nous sommes également rendus au Luxembourg, en Italie. Néanmoins, nous ne sommes pas venus pour copier ce que nous avons vu ici, mais plutôt pour nous en inspirer. Tout est intéressant en soi : si nous voyons des choses qui semblent irréalisables

chez nous, ce n'est pas pour autant que ce n'est pas utile d'en prendre connaissance. Tout ce que nous découvrons ici peut se transformer en leçon pour nous. On peut se dire : '*Tiens, ils sont arrivés là parce qu'ils ont fait tel mauvais choix. Est-ce que nous devons faire la même chose ?*'. Copier purement et simplement n'est pas une démarche constructive, l'important est de nous inspirer et d'adapter ce que nous trouvons intéressant à nos conditions de vie et à notre situation ».

### *Témoigner du passé*

Les plus jeunes qui ont vu le jour à Guelakh dans les années '80 n'ont pas connu les jours amers de la sécheresse et les luttes des premières années. Chez eux, le nomadisme des racines et les anciennes pratiques culturelles abandonnées avec la sédentarisation ne sont plus inscrits dans les mœurs, les us et coutumes. Dans la construction d'une société nouvelle, il apparaît toutefois essentiel de préserver les racines et de témoigner du passé. D'une part, cela contribue à favoriser un meilleur ancrage pour la population, et d'autre part, la référence à la mémoire confère aux anciens un rôle essentiel dans la richesse et l'importance des témoignages qu'ils peuvent apporter aux plus jeunes.

Pour cette raison, les habitants de Guelakh travaillent actuellement à la mise en place d'un musée. On y recrée l'habitat des Peuhls lorsqu'ils étaient nomades, à savoir des huttes en paille. Celles-ci seront aménagées comme par le passé afin que les visiteurs puissent avoir une vision réaliste du mode de vie d'autrefois. Après les huttes, les populations sont passées aux cases carrées et à présent aux cases en dur. Le musée, qui est en passe de se terminer, fera donc état de cette progression de l'habitat et du style de vie des temps passés.

### *Indispensable autonomie !*

L'un des mots-clés de la construction de Guelakh est sans doute « autonomie ». Doudou s'en explique : « Nous insistons beaucoup sur l'autonomie. Parce que si nous ne nous en préoccupons pas, on peut nous 'parachuter' n'importe quel programme ou projet. Ainsi, lorsqu'un sympathisant français nous a proposé d'introduire l'énergie solaire à Guelakh, nous nous y sommes opposés dans un premier temps, exigeant une formation préalable pour la maintenance des équipements. Sans le développement de cette compétence, c'était tout le projet qui risquait de s'effondrer. Une fois la formation terminée, nous nous sommes dit : '*Maintenant, c'est possible !*' et aujourd'hui, Guelakh est alimenté par l'énergie solaire. Tout ce que nous faisons trouve sa propre dynamique à l'intérieur même du projet. Nous n'avons pas toujours besoin de main-d'œuvre extérieure. Nous ne comptons pas toujours sur le robinet ouvert de l'extérieur. Parce que le jour où le robinet se ferme, le projet aussi ! ».

### *Rendement économique...mais aussi social, écologique et pédagogique*

Mais au-delà de l'autonomie, d'autres dimensions apparaissent comme essentielles. Il ne faut pas négliger l'aspect économique et la dimension de rendement, de profit. Et Doudou d'ajouter : « Mais pour nous, le mot « rendement » a été décliné de différentes façons : il faut considérer la dimension sociale du rendement d'abord. Quand on veut mettre un projet rentable sur pied, il faut se dire qu'il doit d'abord être

rentable socialement. Nous y ajoutons également la dimension écologique : le projet doit être à la fois écologiquement et économiquement rentable. Enfin, le dernier aspect concerne la pédagogie : l'action doit avoir une dimension pédagogique. Cette philosophie explique comment nous avons pu partir d'un tout petit hameau, pour toucher ensuite un village, puis plusieurs communautés rurales...et Qui sait ? Peut-être un jour cette dynamique se reproduira-t-elle dans toute la région de St Louis. Mais c'est le temps qui nous dit ce que nous devons faire. Nous ne sommes pas pressés, nous y allons à notre rythme ».

*Etre autonomes, mais pas isolés !*

Dans la bouche de Doudou, « autonomie » ne signifie pas « isolement ». Nouer des partenariats a été essentiel pour mener à bien l'expérience Guelakh. « C'est pas pour rien que nous travaillons avec Frères des Hommes, avance-t-il. C'est parce qu'on a trouvé en Frères des Hommes un interlocuteur fiable qui peut nous propulser. Avant Frères des Hommes, nous avons travaillé avec d'autres organisations, avec des amis. En Belgique, nous avons d'abord établi des liens avec une coopérative de chèvres à Alken. En France, c'est pareil, on a toujours travaillé avec des organisations paysannes, avec des gens qui savaient vraiment nous soutenir, mais sans nous phagocyter. C'est lorsque nous avons senti qu'il était nécessaire de passer à une vitesse supérieure que nous avons approché Frères des Hommes qui est pour nous une organisation capable de jouer le jeu. Et je ne parle pas ici que du soutien financier. L'argent n'est pas tout ! Vraiment, on est très contents d'avoir eu Frères des Hommes comme partenaire : ça nous pousse vers d'autres horizons et ça nous permet de pêcher vraiment en profondeur ! ». Outre l'apport financier, Frères des Hommes a en effet également permis à des responsables et membres du projet Guelakh de découvrir les pratiques d'acteurs similaires en Belgique. Ainsi, leur visite à la Ferme Morenfayt dans la province du Hainaut a été l'occasion de participer à un atelier pratique sur la fabrication du fromage de vache et du beurre biologiques. A la ferme du Hayon, dans le Sud de la Belgique, la discussion a porté sur l'élevage et l'agriculture biologique. La participation à la foire de Libramont a été l'occasion de nouer des contacts avec plusieurs fermiers du Nord. Frères des Hommes était à chaque fois présent pour accompagner et encadrer les débats, voire stimuler les synergies où elles étaient possibles.

### **Guelakh et l'Afrique à leur rythme**

Des paysages arides, brûlés par le soleil et la sécheresse des années'70, Guelakh a donc suivi un long chemin, à son rythme. Parmi les habitants qui étaient partis en ville, beaucoup sont revenus sur les lieux aujourd'hui, surtout à partir du moment où les services sociaux se sont développés : l'école, la case de santé... Et à présent, l'expérience se reproduit dans la région, chaque fois en tenant compte des spécificités locales.

Et à propos de spécificités, lorsque je demande à mes interlocuteurs quel regard ils posent sur nos sociétés du Nord, ils avancent des réponses très pertinentes. Yero prend la parole en premier lieu : « La différence est très grande entre votre société, une société de consommation, et la nôtre. Beaucoup de gens disent que par comparaison, nous sommes en retard. Mais, je trouve que nous ne sommes pas en retard. En fait, vous avez mis du temps pour arriver là où vous êtes arrivés. Or, nos

Etats n'ont que 50 ans d'indépendance au plus et par le passé, nous avons également connu énormément de choses qui ont fait que notre développement a été retardé : il y a d'abord eu l'esclavage pendant plus de deux siècles, la colonisation... Nous sommes autonomes depuis peu ! » et Doudou de conclure : « Cela dépend de ce que l'on appelle 'développement' ! Si le développement, c'est la société de consommation, je ne veux pas me développer. Et si c'est ça être riche, je veux pas non plus être riche. Parce que pour moi, la plus grande richesse, c'est le temps. Si je n'ai pas le temps de vivre, si j'ai seulement le temps de 'courir après', ce n'est pas intéressant pour moi. Je préfère alors être pauvre chez moi qu'être riche ici. C'est vrai que dans certains domaines, vous nous avez devancés, vous avez de l'expérience. Beaucoup de choses peuvent nous inspirer, sans quoi nous ne serions pas ici pour les découvrir. Mais en voyant tout cela, je me dis que nous avons aussi beaucoup de pièges à éviter ! »

## **Brésil : des inondations meurtrières dans le Nord-Est Notre partenaire, le Mouvement des Sans Terre, se mobilise**

Au mois de juin dernier, des pluies torrentielles se sont abattues sur le Nord-Est du Brésil, faisant 41 morts et plus de 1.000 disparus. Le Mouvement des Sans Terre nous a fait part de l'ampleur du désastre dans la seule région de la Mata Sul de Pernambuco et d'Alagoas. En outre, notre partenaire a mobilisé une « Brigade de Solidarité » pour venir en aide aux sinistrés. Il y a 10 ans, des inondations avaient déjà détruit maisons, commerces, plantations, infrastructures dans plusieurs villes de cette zone. Mais cette fois, les pluies ont été bien plus ravageuses.

« Pourquoi les pluies de cette année ont-elles occasionné tant de destructions ? ». Telle est la question qu'a posée un militant de la Brigade de Solidarité Che Guevara du Mouvement des Sans Terre. Les enfants d'un refuge de la ville d'Agua Preta, Zone de Mata Sul de Pernambuco, ont répondu presque tous en chœur : « C'était un châtiment de Dieu ! »

Châtiment de Dieu ou des hommes ? Certes, le climat de la région est chaud et humide, avec beaucoup de pluies durant l'hiver. En raison du réchauffement de l'Océan Atlantique, le climat change et génère des précipitations de plus en plus fortes au fil des années. Mais est-ce la seule raison qui explique une telle catastrophe ? Pas si sûr !

Avec le temps, la monoculture de la canne à sucre a transformé la « Zona da Mata » en une des régions les plus pauvres du pays. Les forêts ont disparu au profit de ce type de cultures ; et les habitants, sans travail, sans terre pour vivre et semer, sans alternative économique, ont été repoussés vers « les zones à risques » des villes. Sans ces arbres qui constituaient des barrières naturelles, les fleuves et rivières alimentés par les pluies torrentielles sont sortis de leur lit, provoquant de terribles destructions.

Dans l'Etat de Pernambuco, on a dénombré 20 morts, plus de 26.000 personnes sans abri et 55.000 ayant été contraintes à abandonner leur domicile. Selon les derniers chiffres du gouvernement de cet Etat, 68 municipalités ont été touchées. Rien qu'à Agua Preta, 41,4%, soit pratiquement la moitié de la population, n'a plus de toit. Dans cette ville, 793 maisons ont été détruites et un mois après les premières crues, 226 familles étaient toujours réparties dans 12 refuges.

Face à tant de destruction, le MST a convoqué ses militants, infirmiers et médecins formés à Cuba pour aider les victimes de cette catastrophe. A ceux-ci se sont ajoutés des médecins et professionnels de la santé liés à l'Université de Pernambuco. Ensemble, ils ont formé la « Brigade de Solidarité Che Guevara ».

Dans un premier temps, la brigade a travaillé à l'aide d'urgence, déblayant et nettoyant les rues et les écoles, apportant une aide médicale aux familles. Par la suite, son travail s'est concentré sur l'organisation des familles qui se trouvaient dans les refuges, l'hébergement des populations des zones rurales, l'éducation à la santé et la réorganisation de l'attention primaire de santé dans la municipalité.

Le travail de la Brigade Che Guevara s'est officiellement terminé le 12 août, mais le MST continue à travailler avec les populations rurale et urbaine afin qu'elles identifient leurs propres solutions et qu'elles puissent œuvrer à leur mise en place.

## **Guatemala, pays maudit par les dieux du climat ?**

*Par Milena Merlino*

Au Guatemala, certains avaient tout perdu en 1998 lors du passage de l'ouragan Mitch : maison, cultures...Et pire encore, parfois un proche ou même plusieurs. Patiemment, ils avaient tenté de reconstruire leur vie. Mais voilà que la tempête Agatha qui s'est abattue sur le pays à la fin du mois de mai 2010 a semé à son tour mort et désolation. Salomé Ortiz qui vit dans la municipalité de Los Amates, Département d'Izabal, figure parmi ceux qui ont tout perdu pour la deuxième fois<sup>21</sup>.

Manifestement, l'histoire nous apprend que les mots peuvent surprendre. Alors que Mitch était classé « ouragan de force 5 », la « tempête » Agatha a paradoxalement causé bien plus de dégâts aux habitations (10.439 maisons détruites par Agatha pour 6.000 par Mitch). Le nombre de morts est quasiment identique (270 lors du passage d'Agatha et 268 décès provoqués par Mitch). Toutefois, la tempête Agatha n'a fait que (trop) peu parler d'elle dans notre presse. Parfois un simple entrefilet dans certains de nos journaux à grand tirage. Une injustice fondamentale.

Pourtant, le Guatemala a été reconnu par les Nations unies comme un des 10 pays les plus vulnérables du monde. Exposé aux ouragans de l'Atlantique et aux tempêtes tropicales du Pacifique, il cumule en outre divers facteurs qui accentuent sa fragilité. Le gouvernement d'Alvaro Colom a défini une politique nationale de changement climatique. En effet, le phénomène « La Niña » caractérisé par des températures froides, durables et une intensification des vents affecte régulièrement l'Amérique centrale et les prévisions indiquent que ses effets se poursuivront jusque durant les premiers mois de 2011 dans la région. En septembre, à nouveau, des pluies continues ont provoqué inondations et glissements de terrain, causant la mort de 46 personnes et affectant 51.249 personnes<sup>22</sup> dans plusieurs départements.

Mais à ces causes climatiques s'ajoute une capacité lente de reconstruction du pays. Après Mitch, ce sont les tempêtes Stan (2005) et Agatha qui ont éprouvé le Guatemala, entrecoupées parfois par des périodes de sécheresse intense. Entre chacun de ces épisodes dramatiques, la reconstruction n'a pas pu être finalisée et beaucoup de gens ont continué à vivre dans une grande précarité : trop peu d'argent investi par rapport aux dégâts, voire des budgets mal utilisés. Et là où l'on a reconstruit, c'était parfois en dépit du bon sens et dans des zones à risques. En outre, la prévention face à de tels désastres fait encore trop fortement défaut, surtout au niveau local.

---

<sup>21</sup> El Periodico, Guatemala, 19 septembre 2010

<sup>22</sup> Alerte sobre la seguridad alimentaria, USAID, septembre 2010

Les atteintes portées à l'environnement sont également pointées du doigt comme facteur multiplicateur de risques dans la région. Si la nature elle-même subit les dévastations des tempêtes et ouragans, la main de l'homme a également contribué à la malmener par la déforestation (alors que certaines régions du pays sont d'une biodiversité riche et rare). Forêts, mangroves et marais constituent pourtant autant de protections naturelles pour les côtes et leur disparition génère des inondations plus importantes.

Après le passage d'Agatha, le montant estimé pour reconstruire le pays s'élève à plus de USD 62 millions. Et si les images du désastre ont disparu de nos petits écrans et que le silence de nos médias perdure, la population continue à faire face aux conséquences de ces tempêtes. La souveraineté alimentaire est clairement menacée, dans un pays où des cas de famine se présentent régulièrement. Les cultures de maïs, de haricots et plus généralement de fruits et légumes ont été fortement affectées, de même que les produits agricoles destinés à la commercialisation comme le café.

Au-delà de l'aide d'urgence, le travail de nos partenaires guatémaltèques, Serjus (Services Juridiques et Sociaux) et le CUC (Comité d'Unité Paysanne), reste capital afin d'aider les populations des campagnes à se reconstruire et à lutter contre cette aggravation de la pauvreté qui les menace. En effet, leur investissement à long terme aux côtés des paysans guatémaltèques représente parfois le seul espoir pour ceux qui ont tout perdu et qui ne font pas la Une dans les journaux.